



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/18101
23 mai 1986
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 23 MAI 1986, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DES PAYS-BAS AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

Au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne, dont le Président est actuellement le Royaume des Pays-Bas, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'une déclaration commune, datée du 22 mai 1986, concernant les actions militaires sud-africaines contre le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du
Royaume des Pays-Bas,

(Signé) Max VAN DER STOEL

Annexe

Déclaration commune, datée du 22 mai 1986, des douze Etats membres de la Communauté européenne, concernant les actions militaires sud-africaines contre le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe

Les Douze condamnent énergiquement les actions militaires sud-africaines du 19 mai contre le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe et les menaces, officiellement exprimées, de frapper de nouveau. Les attaques du 19 mai sont une grave violation de la souveraineté des trois pays. Les Douze déplorent les pertes de vies humaines résultant de ces actions.

Les Douze expriment leur plus vive préoccupation quant aux effets néfastes de ces actions sur les possibilités d'une solution pacifique des graves problèmes de l'Afrique du Sud.

Les Douze réitèrent une fois encore leurs vues touchant la situation en Afrique australe, telles qu'elles sont formulées dans le communiqué commun avec les Etats de première ligne, publié à Lusaka le 4 février 1986. Ils pressent le Gouvernement sud-africain d'engager le dialogue politique nécessaire avec les représentants authentiques des Sud-Africains actuellement exclus des structures de l'Etat, en vue d'abolir le système de l'apartheid.

A cette fin, les Douze jugent indispensable que l'interdiction frappant l'ANC, le PAC et autres partis politiques soit levée et que tous les prisonniers politiques en Afrique du Sud soient libérés immédiatement.

